

CHOISIR OU ÊTRE CHOISI

APPROCHES CRITIQUES DE LA SÉLECTION



DIRECTION
Julien Gargani
Annick Jacq



14

CHOISIR OU ÊTRE CHOISI

Approches critiques de la sélection

DIRECTION

Julien Gargani

Annick Jacq

COLLECTION « ACTES »

Comité éditorial

Elsa Bansard (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Marianne Blidon (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IDUP)
Stefano Bosi (Université d'Évry, CEPS)
Maryse Bresson (UVSQ, Printemps)
Sophie Chiari (IHRIM, MSH Clermont-Ferrand)
Claude Didry (CNRS, Centre Maurice Halbwachs)
Pierre Guibentif (Iscte Institut universitaire de Lisbonne, Dinâmia'CET_Iscte)
Christian Hottin (ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines
et de l'Architecture, UMR Héritages, CTHS)
Flavie Lavallée (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Sébastien Oliveau (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay, IEDP, associée au Printemps)
André Torre (INRAE, AgroParisTech)

* * *



MSH Paris-Saclay Éditions, Université Paris-Saclay, 2025.

4, avenue des Sciences, 91190 Gif-sur-Yvette

www.msh-paris-saclay.fr

Collection « Actes »

ISSN 2800-7891



Cet ouvrage est publié en accès ouvert selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Utilisation non commerciale – Pas d'œuvre dérivée 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0), qui permet le partage de l'œuvre originale (copie, distribution, communication) par tous moyens et sous tous formats, sauf à des fins commerciales, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée et diffusée sans modification, dans son intégralité.

Pour plus d'informations : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

ISBN 978-2-9597054-1-0

Introduction

Sélectionner, organiser, émanciper

S'interroger sur les finalités de l'enseignement supérieur et sur les chemins les plus pertinents pour parvenir à atteindre les objectifs variés fixés par les individus vivant en société est nécessaire dans une vie démocratique, et en particulier dans une société qui s'intéresse à son avenir. Les objectifs poursuivis peuvent être variés, comme, par exemple, viser les apprentissages par la production de savoirs et la critique des savoirs existants, ou bien favoriser la bonne insertion professionnelle par la maîtrise de compétences techniques, entre autres.

Il faut bien reconnaître que l'enseignement supérieur a un coût et que le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche finance, en proportion, plus de jeunes issus des classes favorisées (classes supérieures et moyennes supérieures) que de jeunes issus des classes moyennes et des milieux populaires, alors même que ces derniers représentent un nombre plus élevé d'individus d'une classe d'âge, comme le souligne l'économiste **Pierre Courtioux**. Ils sont non seulement proportionnellement plus nombreux à bénéficier du service public de l'enseignement supérieur, comme de l'enseignement supérieur privé, mais les étudiants des milieux privilégiés bénéficient en général de plus de financement public dans les formations qu'ils suivent. S'agit-il vraiment de socialiser les coûts de l'enseignement supérieur et de privatiser les bénéfices qu'en tireront les individus issus de milieux plus favorisés dans leur vie future ? Sinon que faire ?

Le choix ne correspond pas uniquement à un choix financier en termes de coûts et de bénéfices individuels. C'est aussi un choix en termes de coûts et de bénéfices collectifs : une société ne représente pas qu'une somme d'individus non connectés. La richesse commune et les infrastructures publiques n'appartiennent à aucun en particulier, pourtant elles

contribuent à la situation matérielle de tous. À la question de la somme totale qu'une société doit, ou peut, consacrer à l'enseignement supérieur et à la recherche, s'ajoute celle sur la manière d'allouer cette ressource. Celle-ci doit-elle parvenir en partie ou en totalité des individus, responsables de leur employabilité, ou bien doit-elle provenir de l'effort collectif qu'une société investit sur sa jeunesse ? C'est cette seconde solution qu'investiguent les économistes **David Flacher** et **Nicolas Moulin** en termes de faisabilité économique.

Le cadrage de l'analyse coût/bénéfice, que ce soit à l'échelle individuelle ou collective, voire en intégrant des arguments non financiers et pas seulement comptables, doit être questionné. Le cadre temporel lui-même peut être interrogé : faut-il faire ce calcul à l'échelle d'une vie humaine ou de plusieurs générations ? Le financement consacré à l'enseignement supérieur et à la recherche est un choix politique structurant, qui doit tenir compte de ce qu'il permet, mais aussi de ce qu'il empêcherait de faire s'il était moins important. Empêcher des futurs, en réduisant l'espace des possibles, est une des conséquences possibles de l'augmentation du coût des études dans l'enseignement supérieur dénoncé par certains, alors que d'autres mettent en avant le caractère « responsabilisant » de l'autofinancement des projets à travers des « prêts étudiants », notamment.

Parmi les causes multiples de la ségrégation scolaire qui est mise en place progressivement, il ne faut cependant pas négliger ce que les conditions économiques (la place moindre pour travailler au calme pour les milieux moins favorisés, parfois la faim, la nécessité pour certains étudiants d'obtenir des revenus par eux-mêmes, ce qui nécessite du temps et génère une fatigue supplémentaire, etc.), ainsi que l'autocensure sociale produite par le sentiment de ne pas être à sa place, dressent comme barrières. Car, au final, la sélection ne touche pas tout le monde de la même façon. L'enseignement supérieur ne fait pas que perpétuer des inégalités préexistantes, il les accentue, à chaque étape de sélection. Comment faire de l'université un lieu vraiment désirable et accessible ?

CHOISIR OU ÊTRE CHOISI

APPROCHES CRITIQUES DE LA SÉLECTION

La sélection est omniprésente : dans la nature comme dans la société. Elle joue un rôle clé dans l'interprétation de l'évolution biologique, à travers la théorie de l'évolution du vivant, mais aussi dans la compréhension du fonctionnement des activités économiques, par le biais de la concurrence et des « lois du marché ». Elle est souvent présentée comme le processus le plus pertinent pour atteindre la meilleure adéquation entre souhaits et possibilités, besoins et ressources. Elle régirait de nombreuses activités sociales et culturelles. L'excellence émergerait alors par la sélection. Le principe de la sélection apparaît ainsi comme une loi organisant à la fois la dynamique du monde vivant et celle des organisations sociales.

Cependant, le discours qui érige la sélection en « loi naturelle », rationnelle et efficace, s'appliquant indistinctement au monde vivant comme au monde social, est aujourd'hui largement questionné.

Connaître la sélection, ce n'est pas seulement la subir : c'est aussi prendre conscience des procédures explicites et implicites qui la produisent, des causes qui la motivent, des justifications qui la légitiment, des effets qu'elle exerce sur les individus et les collectifs. C'est ce chemin vers la connaissance que les diverses perspectives réunies dans cet ouvrage cherchent à faire émerger.

À travers trois grandes parties – sur la nature de la sélection, ses effets sur la production des inégalités, et les tensions entre sélection, organisation et émancipation –, les contributions croisent les regards de la biologie, de l'économie, de la sociologie et de l'informatique pour éclairer les logiques contemporaines de la sélection.